

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TRIMS/M/8

20 juillet 1998

(98-2868)

**Comité des mesures concernant les  
investissements et liées au commerce**

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION TENUE LE 16 MARS 1998

Président: M. Javier Paulinich (Pérou)

1. Le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce a tenu sa huitième réunion le 16 mars 1998.

2. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

- A. STATUT D'OBSERVATEUR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES
  - B. NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE
  - C. NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 6:2 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE
  - D. INDE – POLITIQUE D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION, AVRIL 1997-MARS 2002
  - E. ÉLECTION DU BUREAU
- A. STATUT D'OBSERVATEUR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES

3. Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion le Comité avait discuté de façon informelle des demandes de statut d'observateur présentées par la Banque interaméricaine de développement, le Système économique latino-américain et la Banque islamique de développement. Étant donné que la question du statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales faisait l'objet de consultations informelles dans le cadre du Conseil général, il a suggéré que le Comité reprenne l'examen de ces demandes ultérieurement à la lumière du résultat de ces consultations. Il en a été ainsi convenu.

- B. NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE

4. Le Président a rappelé qu'à la réunion de septembre 1997 des questions avaient été posées sur un certain nombre de notifications présentées au titre de l'article 5:1 (G/TRIMS/M/7, paragraphes 3 à 14). Il avait été convenu à cette réunion que le texte de ces questions serait distribué immédiatement après la réunion et que les délégations auxquelles s'adressaient ces questions s'efforceraient par tous les moyens d'y répondre d'ici à la mi-novembre. Les questions posées par les États-Unis aux délégations de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et de l'Ouganda avaient ensuite été distribuées sous la cote G/TRIMS/W/10. Le Président a également appelé l'attention du Comité sur une notification récemment présentée par le Nigéria au titre de l'article 5:1 (G/TRIMS/N/1/NGA/1/Add.1).

5. La représentante de la Colombie a répondu à plusieurs questions posées par les États-Unis dans le document G/TRIMS/W/10 concernant une déclaration de son pays dans le document G/TRIMS/N/COL/2 qui disait que "la possibilité de transformer la politique d'absorption en accords sectoriels pour améliorer la compétitivité [était] à l'étude". Elle a expliqué que les accords sectoriels pour améliorer la compétitivité faisaient partie intégrante de la politique générale de développement de la Colombie et fournissaient un cadre d'action concertée entre les divers intervenants dans le processus de production d'une branche ou sous-secteur d'activité afin d'améliorer l'efficacité et d'accroître le niveau de compétitivité de chaque secteur de production. Dans le cas particulier de l'agriculture, le gouvernement jouait un rôle de premier plan dans le processus de coopération entre entreprises privées, avec la participation de divers organismes publics. Les accords sectoriels pour améliorer la compétitivité comprenaient notamment des mesures concernant l'adoption ou la modernisation des technologies, la gestion des entreprises ainsi que le cadre social et macro-économique. Ces accords étaient appliqués d'une manière compatible avec les engagements pris par la Colombie à l'échelle internationale. En réponse à la question posée par les États-Unis, quant à savoir à quel moment aurait lieu la transformation de la politique d'absorption en accords sectoriels pour améliorer la compétitivité, la représentante de la Colombie a dit que, vu que le respect des accords sectoriels pour améliorer la compétitivité était un acte volontaire de la part des intervenants du secteur privé, il n'était pas possible de donner une date précise pour la mise en œuvre totale de la stratégie en matière de compétitivité. S'agissant du mécanisme juridique intérieur qui serait utilisé pour procéder à cette transformation, elle a souligné que le respect d'un accord sectoriel pour améliorer la compétitivité était un acte volontaire de la part des intervenants du secteur privé et du gouvernement. Lorsque le respect des engagements pris dans le cadre de ces accords impliquerait l'adoption de mesures spécifiques visant à améliorer la compétitivité d'un secteur d'activité donné, ces mesures seraient adoptées par l'autorité compétente conformément aux engagements internationaux de la Colombie.

6. Le représentant des États-Unis a présenté les questions écrites soumises par sa délégation aux délégations de l'Argentine, du Venezuela, de la Colombie et de l'Équateur, de l'Ouganda, du Nigéria et de l'Inde.<sup>1</sup> Il a demandé que, conformément à l'article 6:3 de l'Accord, ces Membres fassent parvenir leurs réponses écrites au Comité avant la réunion suivante. S'agissant des questions adressées à l'Argentine, il a dit que les réponses écrites fournies par l'Argentine aux questions posées par les États-Unis dans le document G/TRIMS/W/10, relatives au Décret n° 33/1996 concernant les mesures prises par l'Argentine dans l'industrie automobile, semblaient ne pas se rapporter directement aux trois points soulevés dans les questions de sa délégation. Les questions posées par sa délégation aux délégations de la Colombie, de l'Équateur et du Venezuela avaient pour but d'obtenir des précisions quant à la nature et à la compatibilité avec l'Accord de propositions qui semblaient être examinées en vue d'une modification du régime commun applicable à l'industrie automobile de ces pays, qui entraînerait une augmentation des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale et le maintien de ce dispositif au cours de la période 1999-2004. S'agissant de l'Ouganda, la délégation des États-Unis souhaitait recevoir des réponses aux questions qu'elle avait posées à la dernière réunion. Concernant la notification supplémentaire récemment présentée par le Nigéria, l'intervenant a demandé en quoi elle modifierait la notification initiale présentée par ce pays. Pour finir, il a demandé à la délégation de l'Inde d'expliquer la nature de l'obligation de "l'équilibre des dividendes" notifiée par l'Inde dans le document G/TRIMS/N/1/IND/1/Add.1 et d'indiquer si elle visait les mesures introduites par l'Inde en décembre 1997 concernant les automobiles<sup>2</sup> et si le gouvernement indien estimait que ces mesures récemment introduites étaient compatibles avec l'article 5:4 et 5:2 de l'Accord.

---

<sup>1</sup> Ces questions ont ensuite été distribuées dans le document G/TRIMS/W/13.

<sup>2</sup> Voir plus loin, point D.

7. En réponse à la première question posée par les États-Unis à l'Argentine, quant à savoir si le Décret n° 33/1996 avait entraîné une augmentation de la teneur requise en éléments d'origine nationale, le représentant de l'Argentine a déclaré que sa délégation avait déjà clarifié ce point à la dernière réunion, comme il avait été consigné au paragraphe 8 du compte rendu de ladite réunion (G/TRIMS/M/7). Une analyse du décret dans sa totalité révélait qu'il ne rendait pas le régime existant plus restrictif mais que, au contraire, son objectif était de permettre une augmentation des importations afin de faciliter l'ajustement de l'industrie automobile argentine à un environnement plus concurrentiel. S'agissant de la deuxième question posée par les États-Unis, qui concernait le passage à des taux applicables à des modèles spécifiques pour le calcul de la teneur en éléments d'origine nationale, l'intervenant a expliqué que ce changement était nécessaire pour assouplir les conditions de concurrence pour les fabricants automobiles étant donné que le grand nombre de nouveaux modèles produits par ces derniers rendait très difficile le respect des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale mesurée par catégorie. À la troisième question des États-Unis, qui concernait l'application du décret aux fabricants de parties et pièces détachées pour automobiles, il a répondu que ces fabricants avaient toujours été soumis au régime applicable à l'industrie automobile et que le décret n'entraînait qu'un changement de méthode. La participation des fabricants de parties et pièces détachées au régime était un acte volontaire et ne constituait par conséquent pas une restriction. Un grand nombre de ces fabricants avaient choisi de continuer à opérer dans le cadre du système précédent. En outre, la nouvelle méthode devait être considérée dans le contexte plus vaste de l'assouplissement de l'administration des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale prévu par le décret.

8. Le représentant de l'Équateur, intervenant également au nom de la Colombie et du Venezuela, a estimé que la demande de précisions formulée par les États-Unis quant à la nature et à la compatibilité avec l'Accord de propositions qui semblaient être examinées en vue d'une modification du régime applicable à l'industrie automobile dans le cadre du Pacte andin était prématurée. Les remarques du représentant des États-Unis seraient transmises aux autorités de ces Membres.

9. Le représentant de la Communauté européenne, se référant aux réponses que l'Argentine semblait avoir données bilatéralement aux États-Unis, a demandé que ces réponses soient également transmises par écrit au Comité. Sa délégation souhaitait avoir des précisions quant à la nature des propositions examinées au regard du régime commun applicable à l'industrie automobile de la Colombie, de l'Équateur et du Venezuela. L'intervenant s'est dit préoccupé tant par le relèvement apparent du niveau de la teneur en éléments d'origine nationale que par le fait qu'il semblait que les mesures demeureraient en vigueur au-delà de l'an 2000.

10. Le représentant du Brésil a répondu aux questions soulevées par les États-Unis au sujet des mesures concernant le régime applicable à l'industrie automobile établies en vertu de la Loi n° 9 440 et applicables à certaines régions peu développées du Brésil. Il a rappelé que certains Membres avaient demandé la tenue de consultations formelles sur le régime applicable à l'industrie automobile à l'échelle nationale au Brésil, requête à laquelle le Brésil avait accédé. Ces mesures nationales avaient fait l'objet de discussions approfondies lors de consultations formelles conjointes à la lumière de l'Accord et d'autres Accords de l'OMC. Les mesures applicables à certaines régions au titre de la Loi n° 9 440 étaient très semblables au régime appliqué au niveau national, ce qui dispensait de procéder à une présentation détaillée du mécanisme établi dans le cadre du régime régional. En janvier 1997, le Brésil avait notifié au Comité des subventions et des mesures compensatoires les dispositions de la Loi n° 9 440 qui constituaient des subventions (document G/SCM/N/16/BRA/Suppl.1) et les occasions de discuter de ces dispositions n'avaient pas manqué à la réunion dudit Comité des 1<sup>er</sup> et 2 mai 1997. Pour finir, l'intervenant a fait observer que les effets de la Loi n° 9 440 étaient minimes. Seules deux entreprises de montage avaient été autorisées à importer et à bénéficier des avantages octroyés dans le cadre du régime applicable aux régions spécifiées et seuls deux fabricants de parties et pièces détachées pour automobiles avaient demandé à bénéficier du

programme. Dans le cas des parties et pièces détachées pour automobiles, la date limite pour le dépôt des demandes était le 31 mars 1998.

11. Le représentant du Japon a dit que ses autorités étaient en train d'examiner les modifications qu'il était proposé d'apporter au régime commun applicable à l'industrie automobile de la Colombie, de l'Équateur et du Venezuela et que, si ces modifications étaient mises en œuvre de la manière indiquée par le représentant des États-Unis, cela susciterait de sérieuses préoccupations. Il a demandé que les réponses aux questions soulevées par les États-Unis au sujet de ces propositions soient soumises par écrit et distribuées au Comité.

12. La représentante de l'Australie a rappelé qu'à plusieurs reprises déjà sa délégation avait insisté sur la nécessité de faire preuve de transparence et d'apporter des réponses formelles aux questions soulevées au Comité. Elle se référait à cet égard à la responsabilité attribuée au Comité au titre de l'article 7:3, surveiller le fonctionnement et la mise en œuvre de l'Accord.

13. Le représentant de l'Équateur a dit qu'il pensait lui aussi que la transparence était importante, mais les questions posées par les États-Unis concernaient des points qui en étaient encore au stade de la proposition.

14. Le représentant des États-Unis a dit que, comme les représentants de la Communauté européenne, du Japon et de l'Australie, il jugeait nécessaire qu'il soit répondu par écrit aux questions soulevées au Comité. Il espérait que le représentant de l'Équateur répondrait aux questions de sa délégation, qu'elles concernent les modifications proposées ou, après le 31 mai, leur mise en œuvre.

15. Le représentant de l'Argentine a déclaré que sa délégation avait fait preuve d'une transparence totale concernant le Décret n° 33/1969 en le notifiant et en répondant oralement au sein du Comité aux questions y afférentes. Si, sur la base de ces réponses, d'autres délégations continuaient de nourrir des préoccupations, sa délégation essaierait d'y répondre de la même manière.

16. Le représentant des États-Unis a dit qu'il convenait que tous les Membres commencent à s'occuper des engagements devant être pris d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2000 au titre de l'article 5:2, lequel, dans le cas des pays en développement Membres, exigeait l'élimination dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord de toutes les MIC notifiées au titre de l'article 5:1. À cet égard, il a fait observer que dans d'autres organes de l'OMC, dont le Comité des sauvegardes et le Comité de l'évaluation en douane, des discussions avaient déjà été entamées concernant les obligations entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et que l'article 6:3 de l'Accord sur les MIC disposait que chaque Membre examinerait avec compréhension les demandes de renseignements au sujet de toute question découlant du présent accord soulevée par un autre Membre. Il a ensuite demandé à tous les Membres ayant présenté des notifications au titre de l'article 5:1 de répondre à plusieurs questions spécifiques liées aux procédures internes et aux calendriers pour l'élimination des MIC visées par leurs notifications.<sup>3</sup> Conformément à l'article 6:3 de l'Accord, il a demandé que les réponses à ces questions soient fournies par écrit environ un mois avant la réunion suivante du Comité.

17. Le représentant de la Suisse a dit qu'il était judicieux de discuter au Comité de la question de l'élimination des MIC notifiées au titre de l'article 5:1 étant donné que la date butoir pour leur élimination approchait. Sa délégation souhaitait également recevoir des renseignements sur les dispositions déjà prises par les Membres à cet égard.

---

<sup>3</sup> Ces questions ont été distribuées dans le document G/TRIMS/W/13, pages 3 et 4.

18. Le représentant de la Norvège a souligné l'importance que revêtait l'élimination en temps voulu de toutes les MIC et a appuyé l'idée d'un processus transparent du type de celui suggéré par les États-Unis en vertu duquel les Membres décriraient les dispositions prises pour éliminer leurs MIC. Cette idée était compatible avec les dispositions de l'article 6:3 de l'Accord.

19. Le représentant de l'Argentine a déclaré que le texte de l'Accord était clair pour ce qui était de la question soulevée par les États-Unis en ce qu'il n'exigeait pas des Membres qu'ils fournissent des renseignements sur l'élimination progressive des mesures notifiées au titre de l'article 5:1. L'équilibre des droits et des obligations envisagé dans l'Accord ne devrait pas être rompu et, par conséquent, sa délégation ne jugeait pas utile d'entamer une discussion en 1998 sur le respect d'obligations qui prendraient effet en l'an 2000.

20. Le représentant du Japon a souscrit aux observations des représentants de la Suisse et de la Norvège. En réponse à la remarque du représentant de l'Argentine, il a signalé la responsabilité incombant au Comité au titre de l'article 7:3, surveiller le fonctionnement et la mise en œuvre de l'Accord.

21. Le représentant du Canada s'est dit favorable en principe à ce que le Comité des MIC joue un rôle plus actif dans la surveillance de la mise en œuvre de l'Accord.

22. Le représentant du Pakistan a dit qu'il partageait le point de vue exprimé par le représentant de l'Argentine, à savoir que l'Accord ne prévoyait pas pour les Membres l'obligation de fournir des renseignements sur l'élimination progressive des MIC. Si l'article 6:3 exigeait des Membres qu'ils examinent avec compréhension les demandes de renseignements présentées par d'autres Membres, cette disposition ne pouvait être interprétée comme représentant une obligation de répondre à des questions. En outre, lorsqu'on examinait la question de la mise en œuvre de l'article 5:2, il fallait également tenir compte des dispositions de l'article 9 de l'Accord.

23. Le représentant du Mexique a dit qu'il croyait comprendre que les États-Unis n'avaient pas proposé que le Comité prenne des dispositions particulières mais qu'ils avaient simplement informé le Comité de leur intention de soumettre certaines questions. Il a souligné que l'Accord ne prévoyait pas de rôle spécifique pour le Comité en ce qui concerne la mise en œuvre de l'article 5:2. À l'inverse, les discussions au sein des autres organes de l'OMC mentionnées par le représentant des États-Unis se déroulaient sur la base de dispositions qui exigeaient de ces organes qu'ils prennent des dispositions spécifiques concernant la mise en œuvre des mesures transitoires. L'intervenant ne souscrivait pas au point de vue selon lequel l'article 6:3 impliquait une obligation de soumettre des réponses écrites aux questions soulevées par un autre Membre. Par ailleurs, la demande de renseignements des États-Unis semblait également prématurée compte tenu de la prorogation possible de la période de transition prévue à l'article 5:2 par une décision du Conseil du commerce des marchandises, conformément à l'article 5:3.

24. Le représentant des Philippines, intervenant au nom des pays de l'ANASE Membres de l'OMC, a appuyé les observations des représentants de l'Argentine, du Mexique et du Pakistan. Le fondement juridique de la demande des États-Unis était contestable. Les modalités de la mise en œuvre de l'article 5:2 n'étaient pas des questions liées au fonctionnement de l'Accord au sens de l'article 6:3. Par ailleurs, la demande formulée par les États-Unis préjugait de la question du recours éventuel à l'article 5:3.

25. Les représentants de la Colombie, de l'Inde, de l'Égypte, du Costa Rica et du Venezuela ont appuyé le point de vue selon lequel l'Accord ne prévoyait pas que le Comité joue un rôle dans la surveillance de l'élimination progressive des MIC notifiées au titre de l'article 5:1 et qu'il n'exigeait pas des Membres qu'ils fournissent des renseignements sur les dispositions prises pour éliminer ces MIC.

26. Le représentant de la Communauté européenne a fait observer que l'Accord prévoyait une période de transition pour l'élimination de mesures qui, pendant plus de 40 ans, avaient été incompatibles avec les disciplines du GATT. Les questions soulevées par les États-Unis étaient utiles et entraient dans les attributions du Comité au titre de l'article 7:3. Il était important de ne pas attendre la dernière minute pour examiner la mise en œuvre de l'article 5:2. Que les réponses aux questions posées par les États-Unis soient fournies par écrit ou oralement n'avait pas d'importance.

27. La représentante de la Nouvelle-Zélande a rappelé que par le passé sa délégation avait souligné qu'il était important de préparer à temps l'élimination des MIC.

28. La représentante de l'Australie a dit qu'au regard de l'article 7:3 le Comité avait un rôle clair à jouer et que la véritable question était de savoir comment il le serait, ce qui était important pour assurer la transparence. Elle s'est ralliée à l'observation de la Communauté européenne, à savoir que la question de la mise en œuvre de l'article 5:2 ne pouvait être laissée de côté jusqu'à la dernière minute.

29. Le représentant du Japon a réaffirmé que sa délégation estimait qu'une discussion sur les dispositions prises par les Membres pour se conformer à l'article 5:2 entraient dans les attributions du Comité au titre de l'article 7:3 de l'Accord.

30. Le représentant du Mexique a dit que la surveillance du fonctionnement de l'Accord prévue à l'article 7:3 devait concerner des faits qui s'étaient produits dans le passé. Or, les questions soulevées par les États-Unis concernaient des événements à venir.

31. Le représentant du Brésil a dit qu'il était intéressant, s'agissant de l'OMC en général, que la Communauté européenne ait fait valoir que les Membres devaient se préparer en vue de la mise en œuvre des engagements en l'an 2000.

32. Le représentant des États-Unis a souligné qu'il n'avait pas proposé que des dispositions particulières soient prises par le Comité; il n'avait fait qu'annoncer la présentation de questions. Il s'est dit d'accord avec les représentants qui avaient souligné la nécessité de commencer à se préparer pour la mise en œuvre des engagements en l'an 2000 et a fait observer qu'il ne restait plus que 18 mois avant l'expiration du délai prévu à l'article 5:2. Contrairement à ce qu'avait dit le Mexique, les questions posées par sa délégation ne concernaient pas des événements à venir mais des procédures existantes permettant aux Membres de mettre en œuvre les engagements qu'ils avaient pris au titre de l'article 5:2. Il estimait que la mise en œuvre de l'article 5:1 était à n'en pas douter une question liée à cet Accord au sens de l'article 6:3 et il a à nouveau demandé que les Membres examinent avec compréhension les questions soulevées par sa délégation.

33. Le représentant de l'Inde a estimé que les dispositions générales relatives à la transparence énoncées dans l'Accord n'avaient pas pour objet d'appeler l'attention des gouvernements sur leurs obligations au titre de dispositions de fond spécifiques. Cette question revêtait un intérêt plus général et devrait peut-être faire l'objet de discussions à un niveau plus élevé dans un contexte horizontal.

34. Le Comité a pris note des déclarations. Le Président a dit que le Comité reviendrait sur les notifications présentées au titre de l'article 5:1 à sa réunion suivante. Il a ajouté que les questions soulevées par les États-Unis seraient distribuées et que ce point devait être examiné dans le contexte de l'ensemble des dispositions de l'Accord, y compris l'article 6:3. Il a demandé aux délégations de répondre aux questions en suspens.

C. NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 6:2 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE

35. Le Président a appelé l'attention du Comité sur le document G/TRIMS/N/2/Rev.2 dans lequel figurait la liste des notifications reçues à ce jour au titre de l'article 6:2. Bien que le Comité ait convenu en septembre 1996 que ces notifications seraient présentées avant février 1997, la majorité des délégations devaient encore soumettre leurs notifications. Il a demandé instamment aux délégations de présenter sans plus tarder leurs notifications au titre de l'article 6:2.

36. Les représentants du Japon, de la Communauté européenne, de l'Uruguay et du Costa Rica ont indiqué que leurs délégations avaient récemment présenté leurs notifications au titre de l'article 6:2 ou qu'elles le feraient sous peu.

37. Le représentant des États-Unis a fait observer que les publications devant être notifiées au titre de l'article 6:2 étaient celles qui contenaient des renseignements sur les MIC, que celles-ci soient ou non compatibles avec l'Accord. Sa délégation se demandait donc si certains des Membres qui avaient présenté des notifications au titre de l'article 6:2 s'étaient pleinement acquittés de leurs obligations. Il a mentionné en particulier les notifications présentées par la Bulgarie; le Chili; Hong Kong, Chine; l'Indonésie; Singapour; et le Venezuela.

38. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir à sa réunion suivante sur les notifications au titre de l'article 6:2 de l'Accord.

D. INDE – POLITIQUE D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION, AVRIL 1997-MARS 2002

39. Le Président a dit que cette question avait été inscrite à l'ordre du jour de la réunion à la demande de la délégation du Japon.

40. Le représentant du Japon s'est référé à une récente communication de son pays distribuée sous la cote G/TRIMS/W/11, qui expliquait les préoccupations de sa délégation au sujet d'une nouvelle politique annoncée par le gouvernement indien en décembre 1997 concernant l'importation par les fabricants d'automobiles constitués en coentreprises de véhicules/d'éléments entièrement ou partiellement démontés. Deux points particuliers étaient soulevés dans la communication. Tout d'abord, des prescriptions locales obligeaient les coentreprises de l'industrie automobile à "indigéniser", pour reprendre le terme utilisé dans la nouvelle politique, 50 pour cent des véhicules et éléments entièrement ou partiellement démontés utilisés dans la fabrication d'automobiles dans les trois années suivant les premières importations "d'éléments entièrement ou partiellement démontés". Ce pourcentage passerait à 70 pour cent la cinquième année au plus tard. L'intervenant a dit que cette prescription était à n'en pas douter incompatible avec l'article III du GATT de 1994 et avec le point 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC, qui interdisait le recours aux prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale. Était ensuite soulevée la question de la "neutralisation globale", qui exigeait des coentreprises fabriquant des automobiles qu'elles parviennent à un équilibre entre leur obligation d'exporter des voitures et des pièces détachées pour voitures avec une valeur f.a.b. égale au total de la valeur c.a.f. de leurs importations de "véhicules/d'éléments entièrement ou partiellement démontés". Cette obligation de parvenir à un équilibre entre les importations et les exportations entrerait en vigueur à partir de la troisième année de production. À partir de la quatrième année, les importations d'une coentreprise pourraient être restreintes sur la base de la valeur des exportations effectuées au cours des années précédentes. Cette mesure était également incompatible avec l'article XI du GATT de 1994 et était considérée comme une prescription relative à l'importation et à l'exportation visée au point 2 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC. Par ailleurs, étant donné que le sens de l'expression "neutralisation globale" n'était pas clair, il pouvait aussi y avoir incompatibilité avec d'autres articles de l'Accord. La nouvelle politique de l'Inde concernant le secteur automobile n'avait jamais été notifiée au Comité des MIC et ne pouvait par conséquent pas

bénéficier de la période de transition prévue à l'article 5:2. La délégation du Japon avait tenu des consultations bilatérales avec l'Inde à ce sujet, mais celles-ci n'avaient pas permis de résoudre la question. L'intervenant a demandé à la délégation de l'Inde de fournir des réponses écrites aux questions détaillées préparées par sa délégation<sup>4</sup> et d'expliquer comment l'Inde entendait se mettre en conformité avec l'Accord pour ce qui était de ces mesures.

41. Le représentant des États-Unis a dit partager les préoccupations exprimées par le représentant du Japon concernant les mesures récemment introduites par l'Inde pour le secteur automobile et a appelé l'attention du Comité sur les questions soulevées par sa délégation au sujet de la conformité de ces mesures avec les obligations incombant à l'Inde en vertu de l'Accord, en particulier de l'article 5:4 et 5:2.<sup>5</sup>

42. Le représentant de la Communauté européenne a appuyé la déclaration du représentant du Japon et a signalé que la Communauté avait déjà à plusieurs reprises soulevé cette question au plan bilatéral avec les autorités indiennes. Sa délégation estimait que les mesures introduites par l'Inde dans le secteur automobile n'étaient pas couvertes par la notification de l'Inde au titre de l'article 5:1 et étaient contraires à l'article 5:4 de l'Accord. Qui plus est, elles impliquaient l'utilisation d'une licence d'importation spéciale non visée par la notification présentée par l'Inde dans le cadre des dispositions de l'OMC relatives à la balance des paiements.

43. Le représentant de la Suisse a dit que sa délégation était préoccupée par l'introduction de toute mesure incompatible avec l'article 2 de l'Accord.

44. Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation transmettrait les questions soulevées par les délégations du Japon et des États-Unis à ses autorités et qu'elle présenterait des réponses par écrit dès que sa capitale lui aurait fait parvenir les données nécessaires.

45. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la question à sa réunion suivante.

#### E. ÉLECTION DU BUREAU

46. Le Comité a élu M. Dimitrij Grcar (Slovénie) Président et M. Fernando de Barreto (Brésil) Vice-Président.

#### Date de la prochaine réunion

47. Le Comité est convenu de tenir sa réunion suivante le 14 septembre 1998.

---

<sup>4</sup> Ces questions ont été distribuées dans le document G/TRIMS/W/12.

<sup>5</sup> G/TRIMS/W/13, page 3.